

Les subsides

Aujourd'hui, au Canada, on accorde des salaires et des avantages sociaux, par exemple l'assurance-chômage, raisonnables. Croit-il que cela pourrait menacer le réseau de mesures sociales de la société canadienne? Cet accord nous annonce-t-il l'assimilation du Canada au mode de vie et aux attitudes des Américains et à leur manière de traiter les affaires sous pression, tout cela, aux dépens de la main-d'oeuvre et de la compétitivité du Canada?

M. Allmand: Monsieur le Président, le député parle de ce qu'on appelle le corridor des maquiladoras, une zone le long de la frontière mexico-américaine où travaillent maintenant quelque 300 000 Mexicains dans des usines où l'on assemble des pièces fabriquées aux États-Unis à des taux salariaux bien inférieurs à ceux des États-Unis.

Par exemple, on assemble des jeans au Mexique pour 1 \$ alors que cela coûterait 7 \$ aux États-Unis. On fait aussi la même chose pour des réfrigérateurs, des cuisinières, des machines vidéo et toutes sortes d'autres produits de consommation.

Non seulement ces articles nuiront-ils aux Canadiens dans le cadre de cette entente, mais ils nuisent déjà à bon nombre de travailleurs dans le nord des États-Unis. Le gouvernement américain n'a pas tendance à intervenir pour protéger les travailleurs comme nous le faisons traditionnellement au Canada. Il laisse ces entreprises américaines continuer à profiter du système.

Selon le bureau des négociations commerciales, ces produits ne pourront pas être exportés au Canada sans droits de douane dans le cadre d'une entente de libre-échange. Comment pourrions-nous dire si un poste de radio ou une laveuse qui porte la marque de commerce d'une entreprise américaine établie au milieu des États-Unis ne contient pas certaines pièces fabriquées au Mexique dans le cadre d'un programme industriel de ce genre?

Le bureau des négociations commerciales prétend qu'il y aura des inspecteurs canadiens partout aux États-Unis pour examiner l'intérieur de ces produits et poser des questions pour déterminer où les pièces ont été fabriquées. Étant donné la déréglementation aux États-Unis et au Canada et la réduction des effectifs des services d'inspection, je ne vois pas comment cela pourrait se faire. Y aura-t-il une armée d'inspecteurs chargés de sillonner les États-Unis pour vérifier tous ces articles?

De toute façon, tout le monde n'est pas d'accord sur la question soulevée par mon honorable collègue et c'est pour cela qu'il faudrait réfléchir à tout cela beaucoup plus longtemps. Nous ne devrions pas essayer de tout terminer dans l'espace de quelques jours. Nous devrions tenir des audiences au moins aussi longtemps que le Congrès des États-Unis, qui en tiendra apparemment jusqu'en septembre prochain. Le Congrès ne veut même pas examiner l'entente de façon officielle avant juin.

Quant à nous, nous aurons terminé le débat la semaine prochaine et le premier ministre (M. Mulroney) signera l'entente le 2 janvier. Pour nous, ce sera terminé. Le Congrès américain aura le temps d'examiner toutes ces questions, mais pas nous.

[*Français*]

M. le vice-président: La dernière question au député de Chicoutimi (M. Harvey).

M. Harvey: Monsieur le Président, j'ai écouté attentivement l'exposé de mon collègue et je pense que s'il existait un vaccin contre les exagérations et les contradictions, on en manquerait ici au Canada actuellement avec le parti libéral. Un jour, le chef de l'opposition (M. Turner) est pour le principe, le lendemain il est contre. On apporte toutes sortes de nuances. On parle de développement économique régional avec des programmes qui seraient amputés, coupés. S'il y a un parti, monsieur le Président, s'il y a un gouvernement qui s'est soucié du développement régional depuis trois ans, c'est bien notre gouvernement, particulièrement au Québec avec de multiples ententes sectorielles qui ont été signées dans des secteurs clés de notre développement économique. Je vous fais grâce de toute l'énumération.

On parle d'emploi. On parle de perte d'emplois et, pourtant, le Conseil économique du Canada, la Commission Macdonald, qui n'a pas été présidée particulièrement par un conservateur, soit dit en passant, a fait des recommandations et des constatations très positives sur ce plan-là. Concernant toute la dimension culturelle, M. Macdonald disait, entre autres, que tout ce qui touche à la culture populaire est exempté des dispositions de l'Accord. Somme toute, monsieur le Président, c'est un sujet où beaucoup de démagogie peut se faire autour de ce thème qui est quand même un thème historique pour notre pays.

Le premier ministre actuel du Québec de même que celui qui l'a précédé se sont prononcés à plusieurs reprises de façon inconditionnelle jusqu'à maintenant sur l'Accord de libre-échange avec les États-Unis, particulièrement pour le Québec. Cette entente va permettre une relance économique qui va être significative pour les décennies à venir. J'aimerais donc demander tout simplement à mon honorable collègue son point de vue, ce qu'il pense de l'appui que M. Bourassa accorde à cet Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis.

• (1640)

[*Traduction*]

M. Allmand: Monsieur le Président, pour ma part, j'estime que M. Bourassa s'est trop empressé d'appuyer cet accord. Il est intéressant de remarquer comment son ministre de l'Agriculture, participant à une réunion de l'Union des producteurs agricoles du Québec, a commencé à tergiverser. Autre fait intéressant, nous n'avons eu qu'une journée d'audiences au Québec. Nous ne sommes pas allés à Québec, au Lac Saint-Jean, en Abitibi ni à Gaspé, mais seulement à Montréal.

Les huit groupes qui ont témoigné à Montréal étaient partagés, quatre pour et quatre contre, et même ceux qui étaient favorables avaient des conditions à poser. Ils avaient des doutes. Nous débattons aujourd'hui une motion du NPD qui dit que nous allons trop vite en affaire. Si l'accord est bon, il résistera à un examen approfondi et prolongé. Le problème, c'est la précipitation. Le député n'a pas le texte officiel, et moi non plus. Les membres du Cabinet et le premier ministre l'ont peut-être, mais nous n'en connaissons pas la teneur. Si l'accord est aussi bon qu'il le prétend, consacrons-y au moins autant de temps que les États-Unis et examinons-le vraiment. Que chacun ait la chance de dire son mot.